

Je suis heureux d'annoncer la décision du Canada de participer avec le Mexique et les États-Unis à des pourparlers visant à établir le cadre de futures négociations concernant un accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Nous allons examiner la portée, les éléments et les méthodes qui constitueront le cadre de négociations ultérieures menant à un marché libre trilatéral.

Après avoir mené des consultations et des études préliminaires au cours de l'été, nous avons décidé que le Canada devrait participer à des discussions trilatérales visant la création d'un libre marché nord-américain.

À la suite d'une initiative prise par le Mexique au début de l'année, le Mexique et les États-Unis ont annoncé en juin dernier qu'ils s'étaient entendus en principe pour négocier un accord de libre-échange global.

Comme vous le savez, cette initiative mexicaine a été lancée plus tôt que prévu, et il est donc devenu nécessaire d'informer le Mexique et les États-Unis de notre intention d'y participer dès maintenant.

Lors de discussions tenues récemment avec le Mexique et les États-Unis, nous nous sommes tous entendus sur le fait que le Canada devrait participer aux consultations devant permettre l'établissement d'un cadre pour des négociations ultérieures sur un accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Le premier ministre du Canada a écrit au président Salinas et au président Bush afin de leur faire savoir que le Canada était intéressé à participer avec le Mexique et les États-Unis aux négociations visant la conclusion d'un accord de libre-échange nord-américain qui serait avantageux pour les trois pays.

J'ai bon espoir que les discussions préliminaires qui auront lieu au cours des prochains mois, seront productives et qu'elles permettront de constater qu'un accord avantageux pour les trois pays peut être conclu. Selon nous, les négociations en tant que telles ne devraient pas commencer avant l'année prochaine.

Au cours des derniers mois, nous avons mené des consultations et des études préliminaires, et nous avons attentivement écouté les points de vue des provinces, des entreprises et des syndicats, de même que ceux d'universitaires et de journalistes distingués.